

Unilever-Côte d'Ivoire

RAPPORT D'ACTIVITES 2007

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
du 05 Juin 2008



Unilever

■ S O M M A I R E

04 ORDRE DU JOUR

05 RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

06 PRESENTATION DU COMITE DE DIRECTION

08 ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2007

- Evolution des ventes : locales et export
- Performances de nos produits et marques
- Approvisionnement en huile de palme brute
- Politique Qualité et Environnement (ISO 9001 et 14001)
- Politique du Personnel

16 PRÉSENTATION DES COMPTES

- Comptes de production et de résultats
- Bilan

20 PROPOSITION D'AFFECTATION DES RÉSULTATS

21 EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION UNILEVER CÔTE D'IVOIRE

22 PERSPECTIVES 2008

23 RÉSULTATS DES FILIALES D'UNILEVER CÔTE D'IVOIRE

24 DEMISSION D'UN ADMINISTRATEUR ET NOMINATION D'UN DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

25 NOMINATION DES ADMINISTRATEURS

26 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Rapport spécial
- Rapport général

35 TEXTE DES RESOLUTIONS

37 ETATS FINANCIERS SYSCOA (ANNEXE)



Président

Monsieur Marc Desenfans

Administrateurs

Monsieur Joseph Aka-Anghui

Monsieur Gustave Brou

Monsieur Manoj Chopra

Monsieur Thierry Adonis

Monsieur Gilbert N'Guessan

La Société UNILEVER OVERSEAS
HOLDINGS LIMITED représentée par
Monsieur Marc Desenfans

Commissaires aux Comptes Titulaires

Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS
Cabinet ERNST & YOUNG

Commissaires aux Comptes Suppléants

Madame Caroline Orio
Monsieur Edouard Messou



Nouveau Belivoir
3 variantes, 3 couleurs.



- Présentation du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2007 et des rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme du Traité de l'OHADA sur les Sociétés commerciales ;
- Approbation desdits comptes et conventions ;
- Quitus aux Administrateurs ;
- Affectation et répartition du résultat ;
- Démission d'un Administrateur et nomination du Directeur Général Adjoint ;
- Nomination des Administrateurs ;
- Fixation de l'indemnité de fonction à allouer aux Administrateurs ;
- Questions diverses.



Mesdames, Messieurs,

Votre Conseil vous a réuni, ce jour, en Assemblée Générale Ordinaire conformément à la loi et à l'article 29-2 des statuts afin de vous soumettre les activités et comptes de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et la proposition d'affectation du résultat.

Les questions inscrites à l'ordre du jour seront développées dans les chapitres suivants :

Chapitre I : Activités de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ;

Chapitre II : Présentation des comptes arrêtés au 31 décembre 2007 ;

Chapitre III : Proposition d'affectation du résultat ;

Chapitre IV : Evolution du cours de l'Action Unilever Côte d'Ivoire ;

Chapitre V : Perspectives 2008 ;

Chapitre VI : Résultats des filiales Unilever Côte d'Ivoire ;

Chapitre VII : Démission d'un Administrateur et nomination du Directeur Général Adjoint ;

Chapitre VIII : Nomination des Administrateurs.



UNE EQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE QUI A SU MOBILISER LES ENERGIES POUR RETROUVER LE CHEMIN DE LA CROISSANCE

Face à une situation économique difficile, le groupe Unilever a dû se restructurer en profondeur.

Pour guider cette redynamisation de nos processus, c'est une équipe de direction jeune et dynamique qui a été mise en place.

Venant d'horizons divers, cette équipe a su mobiliser l'énergie de tous les employés et de tous les ouvriers afin de permettre à la société de faire face à l'adversité et de retrouver le chemin de la croissance.

de par son expérience internationale et sa connaissance de l'Afrique, a su guider la société à travers la tempête de la crise politique et économique qui a secoué la Côte d'Ivoire.

La Direction Marketing

Promue Directrice Marketing en 2007, Myriam PAUQUOUD TOURE a très vite su mobiliser l'équipe Marketing pour relancer nos marques clés (OMO, CLOSE UP, BLUE BAND) à travers des campagnes de communications innovatrices.



Myriam PAUQUOUD-TOURE,
Directrice Marketing

La Direction Générale

A la tête de l'entreprise se trouve depuis 2003 Marc DESENFANS, un homme qui

Le fait d'être une des premières femmes Directrice Marketing d'une Multinationale en Côte d'Ivoire,

est un challenge qu'elle entend relever avec brio.

La Direction des Ventes

Thierry ADONIS a rejoint le Comité de Direction en 2004 au cœur de la crise. Son expérience du terrain lui a permis de restructurer notre stratégie de vente pour être plus proche de nos clients. Sa passion est de mobiliser les énergies dans tous les départements de la société pour que chaque employé Unilever se sente l'âme d'un vendeur.



Marc DESENFANS
Directeur Général



Thierry ADONIS,
Directeur des ventes

La Direction Technique

Revenu du Nigeria en 2007, Nazaire ATSE connaît tous les rouages de la production et de la distribution pour les usines Unilever en Afrique de l'Ouest.



ATSE Nazaire
Directeur usine

Grâce à la mise en place de nouveaux processus comme la maintenance préventive et à la mise à niveau des compétences, ses équipes ont pu sous son leadership battre des records de production malgré la réduction en nombre des effectifs.

La Direction des Ressources Humaines

Gilbert N'GUESSAN a repris les rênes du département des Ressources Humaines en 2007. Son expérience profonde du Groupe Unilever Côte d'Ivoire lui a permis d'accélérer le travail de restructuration en cours tout en gardant un dialogue constant avec toutes les parties concernées.

Sa nomination en tant que Directeur Général Adjoint confirme le rôle clé que lui-même et son équipe ont à jouer pour que nos équipes sortent remotivées de ces années de crises.

La Direction Financière

Récemment arrivé en Côte d'Ivoire après un parcours varié dans plusieurs pays africains Monsieur Dipo DAWODU a déjà pris à cœur



N'GUESSAN Gilbert,
DGA et Directeur des Ressources
et Humaines

de mener à terme le processus de modernisation de nos processus financiers entrepris depuis plusieurs années.

Son expérience technique et son esprit d'équipe lui ont très vite permis de s'intégrer dans l'équipe.



Oladipo DAWODU
Directeur Financier

EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

A partir du mois de Juillet 2007, nos opérations d'exportations, qui étaient facturées via Unilever Export, ont repris à 100% sur Unilever Côte d'Ivoire. Nous avons donc, pour nos commentaires, consolidé les volumes et chiffres d'affaires des deux sociétés afin de faciliter la comparaison avec l'année 2006.

Les deux sociétés ont réalisé, au cours de l'exercice 2007, un chiffre d'affaires hors taxe de 121,3 milliards de Francs CFA contre 101,9 milliards de Francs CFA en 2006, soit une progression de 19%.

Cette progression est due, d'une part, à la croissance en volume et, d'autre part, à l'ajustement du prix de vente des huiles et savons suite à la hausse du prix d'achat de l'huile de palme brute.

Notons que la croissance en valeur du chiffre d'affaires de nos productions vendues est 21% alors que le prix d'achat de la matière première principale, l'huile de palme, s'est accrue de 57% entre fin décembre 2006 et fin décembre 2007.

Le détail du chiffre d'affaires figure dans le tableau ci-dessous et fait ressortir la ventilation entre les ventes réalisées en Côte d'Ivoire et celles réalisées à l'exportation. Les volumes y sont exprimés en tonnes et les valeurs en millions de Francs CFA.

	Exercice 2007		Exercice 2006		Variation	
	Volume	C.A.	Volume	C.A.	Volume	C.A.
Produits Finis	204 241	118 433	196 111	97 942	+ 4,15%	+ 20,92%
Dont :						
Ventes Locales	122 070	74 776	118 747	62 212	+ 2,80%	+ 20,20%
Exportations	82 171	43 657	77 364	35 730	+ 6,21%	+ 22,18%
Autres Produits (Matières premières et Prestations de Service)		2 872	-	3 992	-	- 28,06%
Total Général	204 241	121 305	196 111	101 934	+ 4,15%	+ 19,00%

Les ventes locales de produits finis ont progressé de 2,80% en volume et de 20,20% en valeur. Quant aux ventes à l'export, la progression est de 6,21% en volume et 22,18% en valeur.

Le fait que le gouvernement ait fait une priorité du retour à une meilleure gouvernance est encourageant mais il faudra accélérer le rythme si on veut éviter que le secteur formel ne continue à perdre du terrain en Côte d'Ivoire.

PRODUITS ALIMENTAIRES

Les résultats de la catégorie alimentaire, sont dans l'ensemble en nette progression (+22%) par rapport à l'année dernière, grâce à l'activation des marques qui a aidé à créer la préférence au niveau des consommateurs, des innovations en terme de stratégie de distribution et une meilleure collaboration d'ensemble avec les clients.

Il faut également noter un bon redressement de nos ventes en huile de table sur les marchés à l'exportation.

PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER

La progression de la catégorie est nettement meilleure par rapport à 2006 avec une forte croissance du Maximousse emballée sur les marchés à l'exportation grâce aux activités de lancement réalisées en 2007. Nous notons également une très bonne progression de la demande sur Omo sur le marché local et une légère croissance en volume de BF due aux actions publi-promotionnelles.

PRODUITS D'HYGIENE CORPORELLE ET BUCCO DENTAIRE

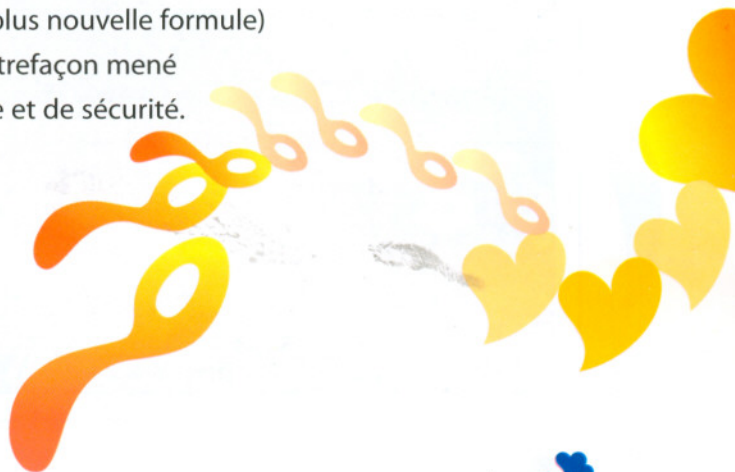
Les résultats dans cette catégorie restent contrastés.

Les savons de toilette ont, en effet, continué leur progression sur le marché local tandis qu'à l'export nous notons une chute importante due à l'invasion du marché par les savons asiatiques à bas prix.

Le relancement Belivoir prévu à l'export en début 2008 devrait comme au local contribuer à réduire les écarts sur cette catégorie.

La situation en dentifrice restée très critique l'an dernier a connu une amélioration remarquable avec plus de 50% de croissance par rapport à l'an dernier sur l'ensemble des marchés local et export.

Ce redressement est dû à la fois au relancement de la marque Close Up, début 2007 (nouvel emballage avec sticker plus nouvelle formule) et au déploiement efficient du plan d'actions anti-contrefaçon mené avec l'ensemble des partenaires des Forces de défense et de sécurité.



LA CONTREFAÇON

UNE GUERRE A GAGNER POUR UNILEVER

Le groupe Unilever Côte d'Ivoire mène depuis plusieurs années une lutte sans relâche contre la contrefaçon.

Cette lutte a démarré par des opérations de sensibilisation à l'endroit des associations de commerçants, de

merce, douanes, gendarmerie, police économique) sur les risques sanitaires et pénaux encourus par l'utilisation et la vente de produits contrefaits.

Ces opérations de sensibilisation se sont poursuivies par des

tubes de dentifrice Close Up contrefait depuis l'année 2006.

Le groupe Unilever a poursuivi ces actions terrain par des poursuites en justice des contrefacteurs, qui ont pour certains entraînés de lourdes peines de prison.

Au delà de l'aspect répressif qu'a eu à prendre la lutte du groupe contre la contrefaçon, la sensibilisation continue à travers une communication médiatique, régulièrement faite sur les opérations de saisie et de destructions de dentifrices contrefaits. Ces actions se sont poursuivies par le relancement complet de la marque Close Up avec une nouvelle formule et un nouvel emballage.

Cette lutte qui bénéficie d'une collaboration quasi unique de la justice, de la police économique, la douane, la gendarmerie, le ministère du commerce et le service sécurité du groupe aura permis de freiner ce fléau qui a occasionné une baisse de plus de 30% des ventes en dentifrices Close Up du groupe.

Ce combat de tous les instants a permis de ralentir l'entrée des produits contrefaits. La bataille est cependant loin d'être gagnée et il faudra rester vigilant si on veut que le secteur formel puisse retrouver une croissance durable en Côte d'Ivoire ■



consommateurs et des pouvoirs publics (ministère du com-

merce, douanes, gendarmerie, police économique) sur les risques sanitaires et pénaux encourus par l'utilisation et la vente de produits contrefaits. Ces opérations de sensibilisation se sont poursuivies par des raids et des ratissages qui ont permis de faire des saisies de **500 000**



■ APPROVISIONNEMENT EN HUILE DE PALME BRUTE

Le cours moyen CAF Rotterdam de d'huile de Palme brute a connu une hausse spectaculaire passant de 587 \$/T à fin Décembre 2006 à 940 \$/T à fin Décembre 2007. Le cours moyen sur l'année 2007 étant de 766 \$/T soit une hausse spectaculaire de 62% par rapport au prix moyen de l'exercice 2006.

HPB CAF Rotterdam		Taux de change moyen	Prix calculé ex-tank + Proximité
(\$/T)		USD/CFA	(FCFA/tonne)
1er trimestre	529	513	260 612
2 ^{ème} trimestre	599	503	296 949
3 ^{ème} Trimestre	739	486	359 308
4 ^{ème} trimestre	814	480	393 657

La remontée des cours observée sur le dernier trimestre 2006 s'est poursuivie sur toute l'année 2007; cela a permis un retour à une meilleure rentabilité pour la filière oléagineuse en Côte d'Ivoire et dans la sous région.



La société Unilever-Côte d'Ivoire accorde une importance capitale à la qualité, la sécurité au travail et la protection de l'environnement.

Au chapitre de la qualité, dans un souci permanent de satisfaction des clients et des consommateurs, Unilever Côte d'Ivoire est engagée dans une démarche Qualité qui intègre les règles & principes internationaux du Groupe Unilever ainsi que les exigences de la norme ISO 9001. En 2007 Unilever Côte d'Ivoire a réaffirmé son alignement aux exigences du management de qualité à la fois selon les standards Unilever et la Norme Internationale ISO 9001, certificat qui vient d'être reconduit avec succès pour le compte de l'année 2008.

Ces démarches complémentaires permettent à notre société de rester à la pointe du progrès en terme de qualité et de garantir la satisfaction de nos consommateurs auprès desquels nous n'avons enregistré au titre de l'année 2007 aucun incident qualité sur les produits que nous mettons sur le marché.

La sécurité des personnes et des biens est un élément majeur de la stratégie d'Unilever. C'est pourquoi elle fait l'objet d'une politique à part entière formulée et communiquée largement dans l'entreprise. Ainsi Unilever Côte d'Ivoire s'engage à respecter la réglementation locale en vigueur à travers sa mise en conformité avec nos arrêtés d'exploitation.

La société dispose d'un Comité Central de Sécurité présidé par le Président-Directeur Général qui est chargé de déployer à travers toute l'entreprise sa politique sécurité.

Au-delà des dispositions internes, la société dispose d'un Comité Sécurité Hygiène Environnement comme le recommande la réglementation. Tous ces comités concourent à l'amélioration des conditions de travail et se donnent les moyens au travers des formations et sensibilisations hebdomadaires en sécurité de l'ensemble du personnel à savoir :

- l'analyse des risques liés aux tâches quotidiennes
- Information/sensibilisation sur les leçons à retenir d'accidents survenus dans d'autres sociétés.
- la prévention incendie
- la conduite défensive des automobiles

Ces actions ont permis à Unilever Côte d'Ivoire de ne pas enregistrer d'accident avec arrêt de travail durant toute l'année 2007, réalisant donc ses activités sans accident et ce, deux années de suite depuis Décembre 2005.

Pour ce qui concerne la protection de l'environnement, Unilever Côte d'Ivoire certifiée ISO 14001 depuis Mars 2004, s'engage à respecter la réglementation en vigueur ainsi que les exigences internes à caractère international auxquelles le groupe Unilever a souscrit, à mettre en œuvre une démarche de prévention de la pollution, et à améliorer de façon continue ses performances environnementales.

Ceci se traduit par la mise en place d'actions et d'investissements visant à :

- Réduire la pollution des eaux
- Réduire les émissions atmosphériques
- Réduire les nuisances sonores
- Optimiser sa consommation en ressources naturelles, notamment par la réduction de sa consommation en eau, énergie, papier et autres matières d'emballage.
- Améliorer la gestion des déchets

En 2007, ces actions ont permis à Unilever Côte d'Ivoire de réitérer sa conformité aux exigences réglementaires d'exploitation.

En matière d'énergie, les investissements complémentaires faits en fin d'année 2006 pour l'utilisation de fuel propre (gaz naturel disponible) ont permis à Unilever Côte d'Ivoire de réduire de façon substantielle ses émissions atmosphériques. Au-delà de ce qui précède, des projets internes ont été réalisés pour permettre de réduire la dépendance énergétique des unités de production.

Toutes ces initiatives ont permis de réduire le coût énergétique lié à la fabrication des produits et d'obtenir un abattement significatif des émissions atmosphériques en ligne avec les objectifs liés à la lutte contre le réchauffement climatique.



POLITIQUE DU PERSONNEL

Effectif

Le programme de restructuration initié depuis 2002 s'est poursuivi sur l'année 2007. Ce programme était destiné à aligner les organisations et les structures de la société aux exigences du monde industriel imposé par un contexte économique chaque année plus difficile.

L'année 2007 a donc permis de consolider les organisations ainsi que les effectifs pour les adapter et aligner les indicateurs de performance requis pour notre domaine d'activité. Ce faisant, la réduction des effectifs ainsi que la masse salariale s'est poursuivie tout en maintenant le niveau de performance des équipes tel qu'exposé dans le chapitre consacré à l'analyse du compte d'exploitation.

L'effectif (*hors filiale*) au 31 décembre 2007 se présente comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

EFFECTIF DU PERSONNEL

	*Effectif Total en 2002	Effectif à fin décembre 2007	Variance 2002	Pourcentage de réduction
Cadres	114	34	-80	70,2%
Ouvriers - Employés -Agents de Maîtrise	1235	632	-603	48,8%
Total	1349	666	-683	50,6%

FORMATION DU PERSONNEL

Formation du personnel

La formation du personnel demeure une priorité pour la société. Elle se fait au travers de divers moyens, notamment les stages, les cours de perfectionnement, les séminaires, l'encadrement ciblé, les détachements temporaires ou les expatriations de moyenne et longue durée au sein de sociétés sœurs à l'étranger.

Ces programmes sont ouverts à tout le personnel, au cours desquels des cadres à haut potentiel vont acquérir une expertise régionale et/ou mondiale dans leur domaine de compétence.

Au cours de l'exercice 2007, douze (12) cadres nationaux se trouvaient à l'extérieur de la Côte d'Ivoire, dont un (1) au Moyen-Orient, un (1) en Asie et dix (10) autres dans des pays Africains.

Il a été également mis en place un système de formation en ligne (e learning) pour les cadres afin de leur permettre d'avoir accès, de leur poste de travail, aux mêmes modules de formation que leurs collègues des autres pays à travers le monde.

Cet ensemble de dispositifs permet non seulement d'assurer une formation variée et structurée de l'ensemble du personnel mais assure aussi la maîtrise et la prévision du flux des compétences au sein de la société.

COMPTE DE RÉSULTAT UNILEVER-CI LOCAL

Le compte de résultat détaillé figurant sur la page opposée, sous une version simplifiée, permet de mieux comprendre les évolutions essentielles enregistrées au cours des exercices 2006 et 2007.

La version détaillée, telle que requise par le Plan Comptable SYSCOHADA, figure en annexe.

Le premier constat est relatif à l'amélioration du chiffre d'affaires qui a connu une progression d'environ 21,77% par rapport à l'année 2006 et du résultat net qui est en hausse de 206,13%.

Les charges d'exploitation sont passées de 94,7 Milliards en 2006 à 108,2 Milliards de FCFA en 2007 soit une hausse de 14,26% et s'explique par ce qui suit :

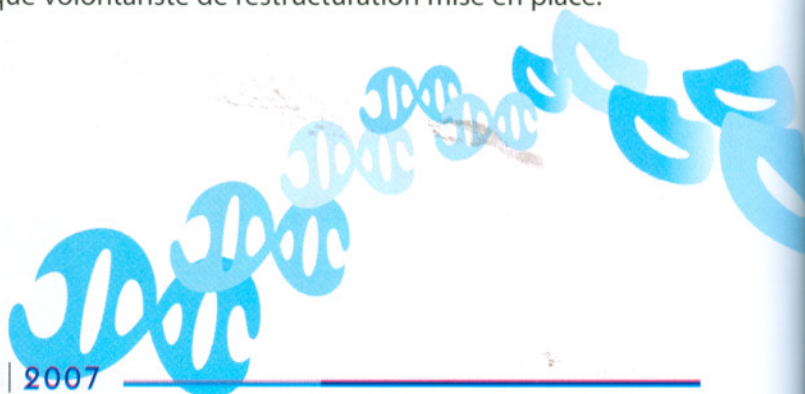
- Les achats (matières premières, marchandises et autres) ont connu une hausse de 21,93%, essentiellement le prix d'achat de l'huile de palme brute qui s'est accrue de 62%. Cette forte augmentation qui a impacté nos prix de revient a été amoindrie par les économies de prix réalisées sur les autres intrants.
- Une augmentation des frais de personnel (+3,2 milliards) due essentiellement aux indemnités et autres droits de départ payés dans le cadre de la politique de restructuration en-cours qui s'est traduite par une réduction significative de l'effectif sur 2007.
- Les autres charges ont connu une baisse de 1,837. Elles étaient élevées en 2006 suite à un abandon de créances sur certains clients de 607 millions et à une provision sur les créances Trituraf.

Le résultat financier positif s'explique par les reprises de provisions sur les titres détenus dans le capital Palmci et les intérêts dus par cette dernière. Par ailleurs, il faut noter la mise en place d'une politique rigoureuse de gestion de trésorerie dont la conséquence est la baisse significative du niveau d'endettement de la société (-45,0% par rapport à l'exercice précédent) qui s'est traduite par une économie sur les frais financiers.

Après la prise en compte, des produits et charges d'exploitation, du résultat hors activités ordinaires, du résultat financier et des impôts BIC, le résultat net consolidé de la société est positif de 21,267 milliards de FCFA soit une hausse de 206,13% par rapport à 2006.

Si nous éliminons l'impact de la reprise de la provision Palmci, le résultat est toujours bénéficiaire de 13,172 milliards.

Après les pertes successives enregistrées en 2004 et 2005, la société a renoué avec la profitabilité sur ces deux derniers exercices grâce à la politique volontariste de restructuration mise en place.



COMPTE DE RESULTAT

Chiffres en Millions de Francs CFA

	2007	2006
Chiffre d'Affaires	120 363	98 842
Production stockée (ou déstockage)	687	788
Autres Produits	1758	1 466
Reprises sur provisions	1 557	3 723
Total Produits	124 365	104 819
Achats Matières premières & Marchandises	73 339	60 149
Autres Achats	4 893	6 166
Transport	3 449	3 061
Services Extérieurs	5 966	4 994
Impôts & Taxes	1 038	1 541
Charges du Personnel	14 105	10 879
Amortissements & provisions	3 332	3 970
Autres charges	2 114	3 951
Total Charges	108 236	94 711
Résultat d'exploitation	16 129	10 108
Produits HAO	23	31
Charges HAO	-30	-19
Résultat Hors Activités Ordinaires	-7	12
Produits Financiers	8 350	600
Charges Financières	-2 123	-3 758
Résultat Financier	6 227	-3 158
Résultat Avant Impôts	22 349	6 962
Impôts sur le résultat	-1 082	-15
Résultat Net	21 267	6 947

BILAN DE FIN D'EXERCICE D'UNILEVER-CI

La présentation simplifiée du bilan figure sur la page opposée.

Le niveau d'endettement de la société est passé de 35,9 milliards (21,5 milliards avec les établissements financiers locaux plus 14,4 Milliards d'aide financière de la société mère) à 19,7 milliards. Soit une baisse du niveau d'endettement de 16,2 milliards de FCFA par rapport à l'année 2006.

Notre société a remboursé au cours de l'année le concours financier de 14,431 milliards que lui avait consenti la maison-mère courant 2006.

Notre société se trouve dans une situation structurelle de crédit de TVA depuis plusieurs années.

Au cours de l'exercice 2007, l'Etat a procédé à un règlement partiel du crédit de TVA d'un montant de 1,2 Milliards de FCFA.

Le solde de crédit de TVA dû par l'Etat au 31 Décembre 2007 s'élève à 4 milliards de FCFA.

La hausse du poste « Immobilisations financières » s'explique par la reprise de la provision sur titres Palmci.

La baisse du poste « Créances & Emplois assimilés » est due à la récupération des avances données aux fournisseurs (935 millions), à la diminution des créances clients (828 millions), au remboursement partiel du crédit de TVA (1,2 milliards), et à l'encaissement des sommes dues par Unilever Côte d'Ivoire Export (1,5 milliards).



BILAN*Chiffres en Millions de Francs CFA***ACTIF**

	2007	2006
Actif Immobilisé		
Immobilisations Incorporelles	388	403
Immobilisations Corporelles	14 265	15 036
Immobilisations Financières	19 301	11 076
Total Actif Immobilisé	33 954	26 515
Actif Circulant		
Stocks	12 725	13 864
Créances & Emplois Assimilés	26 555	30 777
Total Actif Circulant	39 280	44 641
Total Trésorerie Actif	4 117	7 363
TOTAL GENERAL ACTIF	77 351	78 519

PASSIF

Capitaux Propres et Assimilés		
Capital	8 053	8 053
Primes et Réserves	2 598	2 605
Report à nouveau	- 6 095	- 13 041
Résultat de l'Exercice	21 267	6 947
Total Capitaux Propres	25 823	4 564
Dettes Financières		
Provisions financières pour risques et charges	2 981	3 873
Dettes Financières diverses	82	14 555
Total Dettes Financières	3 063	18 428
Provisions Réglementées		
Total ressources Stables	28 886	22 992
Passif Circulant		
Fournisseurs	18 145	23 739
Autres Dettes	7 747	9 455
Total Passif Circulant	25 892	33 194
Banques, crédits de trésorerie	19 750	21 500
Banques, découverts	2 833	823
Trésorerie Passif	22 573	22 333
TOTAL GENERAL PASSIF	77 351	78 519

■ CHAPITRE III : PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

L'exercice 2007 s'est achevé par un bénéfice net 21 266 811 133 FCFA.

Votre conseil vous rappelle que le compte « Report à nouveau » présentait un solde débiteur au début de cet exercice de FCFA 6 094 633 451.

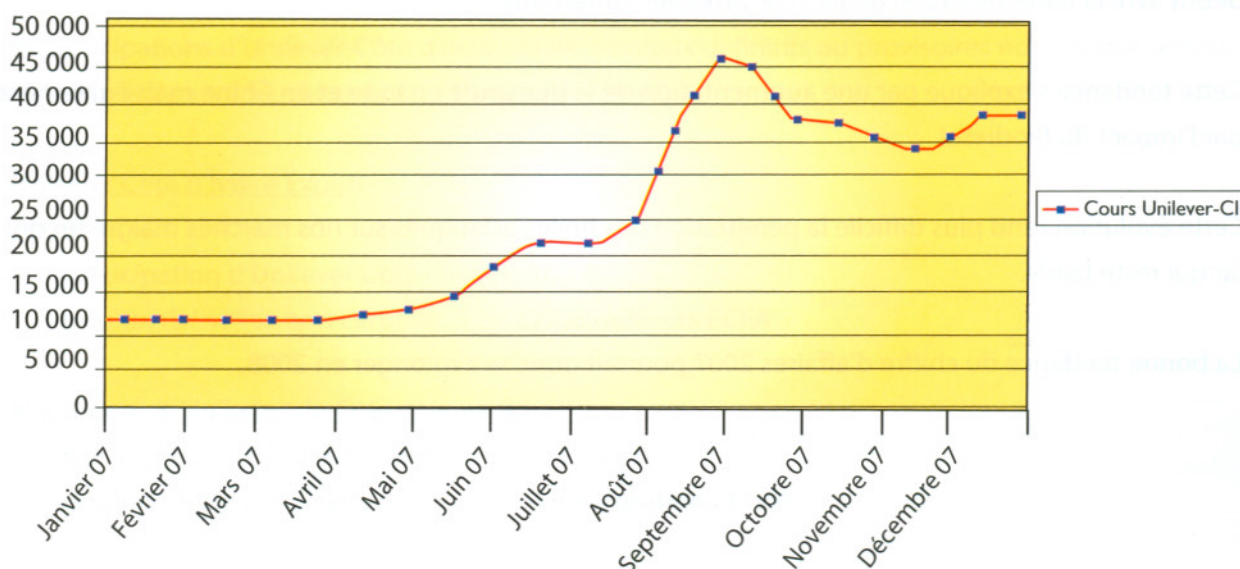
Le résultat bénéficiaire de l'exercice sera d'abord affecté au compte « Report à Nouveau » pour éponger les déficits antérieurs. Le solde créditeur, après imputation du report à nouveau déficitaire, sera proposé sous forme de dividendes.

Après imputation des déficits antérieurs, le compte « Report à nouveau » présente un solde créditeur de FCFA 15 172 177 682.

Votre conseil vous propose donc que ce nouveau « Report à nouveau » soit réparti comme suit : 14 495 400 000 FCFA en dividende brut (soit 9 000 FCFA brut par action) et le solde soit FCFA 676 777 682 en Réserves.



Cours des actions Unilever-CI



Au cours de l'exercice 2007, l'action Unilever-Côte d'Ivoire a enregistré un cours moyen de 26 929 Francs CFA contre 12 144 Francs CFA en 2006, avec un volume total de 17 627 titres échangés contre 5 332 en 2006.

Le cours le plus élevé a été enregistré au mois d'août 2007 à 45 900 Francs CFA l'action contre 13 800 Francs CFA l'action en 2006. Le cours le plus bas a été observé au mois de février 2007 à 11 500 Francs CFA l'action contre 10 000 Francs CFA l'action en 2006.

■ CHAPITRE V : PERSPECTIVES 2008

Sur les premiers mois de 2008, le cours de l'huile de palme brute a continué sa croissance pour passer début avril la barre des 1200 dollars US prix CAF Rotterdam.

Cette tendance s'explique par une augmentation de la demande en Inde et en Chine mais également par l'impact du Biodiesel.

Cette évolution rend plus difficile la pénétration des huiles asiatiques sur nos marchés malgré un dollar qui reste faible.

La bonne tendance du chiffre d'affaires 2007 pourrait donc se prolonger en 2008.



■ CHAPITRE VI : RESULTATS DES FILIALES DE UNILEVER COTE D'IVOIRE

Unilever Côte d'Ivoire détient des actions dans le capital de plusieurs sociétés en Afrique.

Les participations d'Unilever-Côte d'Ivoire et les résultats définitifs ou provisoires non encore certifiés de ces sociétés sont les suivants au 31 Décembre 2007 :

- Unilever Côte d'Ivoire Export

* participation d'Unilever Côte d'Ivoire: 100 %

* résultat (bénéfice non certifié) : **78,8 millions FCFA**

- Plantations & Huileries de Côte d'Ivoire (PHCI)

* participation de Unilever Côte d'Ivoire: 82,70 %

* résultat (perte certifiée) : **-213,7 millions FCFA**

- Unilever Niger

* participation de Unilever Côte d'Ivoire: 56,28 %

* résultat (perte certifiée) : **-82,0 millions FCFA**

- Palmci

* participation de Unilever Côte d'Ivoire: 45,23 %

* résultat (bénéfice certifié) : **12,8 milliards FCFA**



Nous vous informons que Monsieur Manoj Chopra, qui occupait les fonctions de Directeur Général Adjoint et de Directeur Financier de la Société Unilever-Côte d'Ivoire, a décidé de faire valoir ses droits à la retraite anticipée, le 31 décembre 2007. Comme conséquence, Monsieur Manoj Chopra a présenté sa démission en qualité d'Administrateur de la Société Unilever-Côte d'Ivoire.

Monsieur Gilbert N'Guessan, actuellement Directeur des Ressources Humaines a été nommé par le Conseil d'Administration du 25 avril 2008 en qualité de Directeur Général Adjoint, en remplacement de Monsieur Chopra Manoj.

En votre nom à tous, nous voudrions remercier Monsieur Manoj Chopra pour la qualité du travail qu'il a accompli pendant toute sa carrière passée au sein du Groupe Unilever et souhaiter plein succès à Monsieur Gilbert N'Guessan dans ses nouvelles fonctions d'Administrateur et de Directeur Général Adjoint.



■ CHAPITRE VIII : NOMINATION DES ADMINISTRATEURS

Le mandat de l'ensemble des Administrateurs étant arrivé ce jour à expiration, il vous est proposé la nomination de :

- Monsieur Marc Desenfans
- Monsieur Joseph Aka-Anghui
- Monsieur Gustave Brou
- Monsieur Thierry Adonis
- Monsieur Gilbert N'Guessan
- La Société UNILEVER OVERSEAS HOLDINGS LIMITED représentée par Monsieur Oladipo Dawodu

Les mandats ainsi conférés arriveront à expiration le jour de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les résultats de l'exercice clos le 31 Décembre 2008.

Il vous appartiendra ensuite de fixer le montant de l'indemnité de fonction à allouer aux Administrateurs pour l'exercice 2007. Nous suggérons d'affecter la somme brute totale de dix (10) millions de Francs CFA, qu'il appartiendra au Conseil d'Administration de répartir entre ses membres. Ce montant est identique à celui qui avait été alloué aux administrateurs au terme de l'exercice précédent.

Nous pensons, Mesdames, Messieurs, vous avoir apporté les informations qui vous permettront d'approuver les résolutions qui vont être soumises au vote de la présente Assemblée. Les activités et résultats que nous vous avons présentés reposent sur la compétence et les efforts des membres du Personnel auxquels nous adressons tous nos remerciements pour le dévouement dont ils font preuve dans l'exercice de leurs fonctions.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



ETATS FINANCIER ANNUELS EXERCICE CLOS 31 DECEMBRE 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007 sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la société UNILEVER Côte d'Ivoire, S.A, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I. OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annexés au présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2007, conformément aux règles et méthodes comptables prévues par le Système Comptable de l'OHADA (SYSCOHADA).

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

1. Nous vous informons qu'en application de la Loi nous n'avons pas eu connaissance de l'établissement par votre Société de comptes consolidés et combinés prévus par l'Acte uniforme OHADA.
2. Au 31 décembre 2007, la provision pour engagements de retraite enregistrée dans l'état annexé s'élève à F.CFA 2.298 millions. Cette provision a été déterminée en application des normes de la convention collective interprofessionnelle sans intégrer de bases actuarielles comme recommandé par le Système comptable Ouest Africain. Cette méthode d'évaluation de la provision n'est par conséquent pas conforme au SYSCOHADA.
En effet, en matière d'évaluation des engagements de retraite, le référentiel SYSCOA a retenu l'application de la norme internationale IAS 19 qui rend obligatoire la méthode rétrospective.

II. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés aux points 1) et 2) ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers



Flan Oulaï
Expert-comptable diplômé

Ernst & Young



Caroline Zamojciowna-Orio
Expert-comptable diplômé

Le 19 juin 2008

RAPPORT SPECIAL EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

En application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de cet exercice.

1. CONVENTIONS CONCLUES AVEC LA SOCIETE UNILEVER OVERSEAS HOLDING LIMITED

*** Administrateur commun**

La société Unilever Overseas Holding Limited, représentée par Monsieur Marc Desenfans.

1.1 CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE

*** Nature et objet**

La société Unilever Côte d'Ivoire bénéficie d'une assistance technique accordée par Unilever PLC moyennant le versement d'une redevance.

*** Modalités et rémunération**

Cette assistance est rémunérée au taux de 2.5 % du chiffre d'affaires hors taxe. Le paiement de la redevance au titre de cette convention a été suspendu pour l'exercice 2007.

1.2 CONVENTION D'EXPLOITATION DE MARQUES

*** Nature et objet**

La société Unilever Overseas Holding Limited a concédé à la société Unilever Côte d'Ivoire la licence d'exploitation des marques Unilever (Lux, Calvé, Omo...).

*** Modalités et rémunération**

La redevance acquittée correspond à 3.5 % des ventes hors taxes des produits concernés. Le paiement de la redevance au titre de cette convention a été suspendu pour l'exercice 2007.

2. CONVENTIONS DE COMPTE COURANT CONCLUES AVEC LES SOCIÉTÉS PALMCI ET PHCI

*** Administrateur commun**

Messieurs Marc Desenfans.

*** Nature et objet**

Convention d'avance de fonds réciproques selon les besoins avec des sociétés du groupe moyennant les mêmes conditions de rémunération que le T.E.S. de la BCEAO, majoré d'un point cinquante. La situation de ces avances est la suivante au 31 décembre 2007 :

Solde en millions de FCFA en faveur de Unilever Côte d'Ivoire :

- PALMCI	6.123
- PHCI	2.000

*** Modalités et rémunération**

Les intérêts perçus par Unilever Côte d'Ivoire au titre de l'exercice sous revue, se détaillent comme suit, en millions de FCFA :

- PALMCI	599
- PHCI	176

3. CONVENTION D'EXPLOITATION DE MARQUES UNILEVER COTE D'IVOIRE

*** Administrateurs communs**

La société Unilever Overseas Holding Limited, représentée par Monsieur Marc Desenfans.

*** Nature et objet**

La société Unilever Côte d'Ivoire a concédé à la société Unilever Niger la licence d'exploitation des marques Unilever Côte d'Ivoire (BF, Lavibel, et Panthère).

*** Modalités et rémunération**

La redevance acquittée par Unilever Niger correspond à 1,5 % des ventes hors taxes des produits concernés et s'élève au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 à FCFA 56 millions.

4. CONVENTION DE REPARTITION DE COÛTS AVEC LA SOCIETE UNILEVER

COTE D'IVOIRE EXPORT

* Administrateur commun

Monsieur Marc Desenfans.

* Nature et objet

Répartition des coûts afférents aux services centraux entre la société Unilever Côte d'Ivoire et sa filiale Unilever Côte d'Ivoire Export sur la base du chiffre d'affaires réalisé par chacune des sociétés.

* Modalités et rémunération

Les coûts refacturés à Unilever Côte d'Ivoire au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 s'élèvent à FCFA 748 millions.

5. CONVENTION DE PRET

* Administrateur commun

La société Unilever Overseas Holding Limited, représentée par Monsieur Marc Desenfans.

* Nature et objet

La société Unilever Overseas Holding Limited a accordé à la société Unilever Côte d'Ivoire un prêt d'un montant total de FCFA 14.431 millions entièrement remboursé en 2007.

* Modalités et rémunération

La charge d'intérêt relative à ce prêt s'élève, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, à FCFA 406 millions.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers



Flan Oulaï

Expert-comptable diplômé

Ernst & Young



Caroline Zamojciowna-Orio

Expert-comptable diplômé

Le 19 juin 2008

CERTIFICATION DU MONTANT GLOBAL DES REMUNERATIONS VERSEES AUX CINQ PERSONNES LES MIEUX REMUNEREES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

(ARTICLE 525 ALINEA 5 DE L'ACTE UNIFORME DE L'OHADA)

FCFA 2.447.310.121

Nous soussignés, PRICEWATERHOUSECOOPERS et ERNST & YOUNG, Commissaires aux Comptes de la société Unilever Côte d'Ivoire, S.A., certifions exact, en application des dispositions de L'article 525 Alinéa 5 de l'Acte uniforme de l'OHADA, le montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées qui nous a été indiqué par la direction générale et qui s'élève à FCFA 2.447.310.121 (Deux milliards quatre cent quarante sept millions trois cent dix mille cent vingt un francs CFA).

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers



Flan Oulaï
Associé

Ernst & Young



Caroline Zamojciowna-Orio
Expert comptable diplômé

Le 19 juin 2008

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2007, et le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice, approuve les comptes et le bilan dudit exercice ainsi que les opérations traitées par lesdits comptes et résumées dans ces rapports.

En outre, après avoir entendu le rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique du Traité de L'OHADA, l'Assemblée Générale déclare approuver lesdites conventions.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuvant l'affectation des résultats proposée par le Conseil d'Administration, décide que le résultat bénéficiaire de l'exercice sera d'abord affecté au compte «Report à Nouveau» pour éponger les déficits antérieurs.

A l'issue de cette affectation, le compte «Report à Nouveau» présentera un solde créditeur de FCFA 15 172 177 682 qui sera reparti en dividende brut d'un montant de 14 495 400 000 FCFA et le solde, en réserves d'un montant de 676 777 682 FCFA.

En conséquence, l'Assemblée Générale fixe à 9 000 francs CFA par action le montant brut du dividende de l'exercice clos le 31 décembre 2007, soit un dividende net de 8100 francs CFA.

L'Assemblée Générale décide que le dividende sera mis en paiement à partir du mercredi 25 juin 2008 conformément à la réglementation boursière qui prescrit un délai de 15 jours ouvrés après l'Assemblée Générale, pour le paiement des dividendes. Le paiement des dividendes sera effectué sur les comptes des actionnaires par leur SGI respective.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constatant que le mandat de l'ensemble des Administrateurs est arrivé ce jour à expiration, nomme en qualité d'Administrateurs et pour une période d'une année :

Messieurs Marc Desenfans
 Joseph Aka-Anghui
 Gustave Brou
 Thierry Adonis
 Gilbert N'Guessan
 La Société UNILEVER OVERSEAS HOLDINGS LIMITED représentée par
 Monsieur Oladipo Dawodu

Les mandats ainsi conférés arriveront à expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2008.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, approuvant le rapport du Conseil d'Administration, décide d'allouer aux Administrateurs, à titre d'indemnité de fonction et pour l'exercice 2007, la somme brute totale de 10 000 000 de Francs CFA avant prélèvement des impôts prévus en la matière, à charge pour le Conseil de répartir ce montant entre ses membres.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits de procès-verbal de ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

FIRD
PAGE 1/3

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée (en mois) : **12**

ZA EXERCICE COMPTABLE : DU **01/01/2007** AU **31/12/2007**

ZB DATE D'ARRETE EFFECTIF DES COMPTES : **31/12/2007**

ZC EXERCICE PRECEDENT CLOS LE : **31/12/2006** DUREE EXERCICE PRECEDENT EN MOIS : **12**

ZD **10** **006492** **40201X**
Greffé N° Registre du Commerce N° répertoire des entreprises

ZE **008674S** **40201X** **010002**
N° de caisse sociale N° Code Importateur Code activité principale

ZF **UNILEVER COTE D'IVOIRE** **UCI**
Désignation de l'entreprise Sigle

ZG **21 75 44 00** **21 25 11 96** **01** **1751** **ABIDJAN**
N° de téléphone N° de télécopie Code Boîte Postale Ville

ZH **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**
Adresse géographique complète (Immeuble, rue, quartier, ville, pays)

ZI **AUTRES CORPS GRAS** **100**
Désignation précise de l'activité principale exercée par l'entreprise % capac. prod. util.

DIPO DAWODU, 01 BP 1751 ABIDJAN 01, DIRECTEUR FINANCIER

Nom, adresse et qualité de la personne à contacter en cas de demande d'informations complémentaires.

DIPO DAWODU, 01 BP 1751 ABIDJAN 01, DIRECTEUR FINANCIER

Nom du professionnel salarié de l'entreprise ou
Nom, adresse et téléphone du cabinet comptable ou du professionnel INSCRIT A L'ORDRE NATIONAL
DES EXPERTS COMPTABLES ET DES COMPTABLES AGREES ayant établi les états financiers.

CABINET PRICEWATERHOUSECOOPERS ET CABINET ERNST & YOUNG

Noms et adresses du ou des commissaires aux comptes

☐ Non assujettie ☐ Non (refus) ☐ Oui avec réserves ☒ Oui sans réserves ☐ Non assujettie ☐ Non ☒ Oui

Etats financiers certifiés (cocher la case)

Etats financiers approuvés par l'Assemblée Générale (cocher la case)

DIPO DAWODU

Nom du signataire des états financiers

DIRECTEUR FINANCIER

Qualité du signataire des états financiers

Date de signature

Signature

Domiciliations bancaires

Banque :	Numéro de compte
BICICI	A0006 01561 00015400043 45
SGBCI	10008 01116 011630327771 34
CITIBANK	A0118 01001 000107011013 82
STANDARD CHARTERED BANK	A0097 01001 100100601100 10
BIAO	10042 01231 031360268521 45
ECOBANK	A0059 01010 000057046013 53
CECP	A9700 01201 03408652523 22

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

FIRD
PAGE 2/3

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée (en mois) : **12**

		Contrôle de l'entreprise (cocher la case)	
ZK Forme juridique ⁽¹⁾ :	1 1	ZQ Entreprise sous contrôle public	☐
ZL Régime fiscal ⁽¹⁾ :	1	ZR Entreprise sous contrôle privé national	☐
ZM Pays du siège social ⁽¹⁾ :	0 3	ZS Entreprise sous contrôle privé étranger	☒
ZN Nombre d'établissements dans le pays :	1		
ZO Nombre d'établissements hors du pays pour lesquels une comptabilité distincte est tenue :	0		
ZP Première année d'exercice dans le pays :	1 9 6 9		

ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

Désignation de l'activité ⁽²⁾	Code nomenclature d'activité ⁽¹⁾	Chiffre d'affaires HT (CA HT) ou Valeur Ajoutée (VA) ⁽³⁾	% activité dans le CA HT ou la VA
HUILE RAFFINEE & DERIVES	0 1 0 0 0 2	68 955 467 594	54,55%
SAVONS, SAVONNETTES	0 2 1 0 0 2	29 949 063 605	41,99%
DETERGENTS	0 2 1 0 0 2	13 254 553 359	0,62%
DENTIFRICES	0 2 1 0 0 2	4 045 967 685	0,59%
THE ET INFUSIONS	0 3 8 0 0 3	741 737 114	2,25%
HUILES BRUTES ET DIV MATIERES PREMIERES	0 3 1 0 0 3	708 623 705	0,00%
PRESTATION DE SERVICES		1 880 506 781	0,00%
PRODUITS ACCESSOIRES		827 218 642	0,00%
			0,00%
TOTAL		120 363 138 485	100,00%

⁽¹⁾ Se référer aux tables des codes.

⁽²⁾ Lister de manière précise les activités dans l'ordre décroissant du C. A. HT, ou de la valeur ajoutée (V. A.).

⁽³⁾ Rayer la mention inutile (utiliser de préférence la V. A.).

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

FIRD
PAGE 3/3

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE 01 BP 1751 ABIDJAN 01**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée (en mois) : **12**

DIRIGEANTS (1)

Nom	Prénoms	Qualité	N° d'identification	Adresse (BP, ville, pays)
DESENFANS	MARC	PDG		01 BP 1751 ABIDJAN 01, CI
DIPO	DAWODU	DIRECTEUR FINANCIER		01 BP 1751 ABIDJAN 01, CI

(1) Dirigeants = Président Directeur Général, Directeur Général, Administrateur Général, Gérant, Autres.

ACTIONNAIRES OU ASSOCIES PRINCIPAUX (par ordre décroissant du capital souscrit)

Nom	Prénoms	Nationalité	Capital	
			Montant (millions FCFA)	%
UNILEVER (U.O.H)		HOLLANDO-ANGLAIS	7 246	89,98 %
DIVERS ACTIONNAIRES		IVOIRIENNE	788	9,79 %
DIVERS ACTIONNAIRES		ETRANGERS	19	0,23 %
TOTAL			8 053	100,00 %

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nom	Prénoms	Qualité	Adresse (BP, ville, pays)
DESENFANS	MARC	PRESIDENT	01 BP 1751 ABIDJAN 01, CI
CHOPRA	MANOJ	ADMINISTRATEUR	01 BP 1751 ABIDJAN 01, CI
N'GUESSAN	GILBERT	ADMINISTRATEUR	01 BP 1751 ABIDJAN 01, CI
AKA-ANGHUI	JOSEPH	ADMINISTRATEUR	01 BP 1751 ABIDJAN 01, CI
BROU	GUSTAVES	ADMINISTRATEUR	01 BP 1751 ABIDJAN 01, CI

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Désignation	Nationalité	Capital	
		Montant (millions FCFA)	%
PALMCI	1	8 820	46,00 %
PHCI	1	1 067	82,65 %
UNILEVER NIGER	2	394	56,28 %
SHCI	1	286	38,40 %
BIDI	1	3	0,01 %
EECI	1	2	0,01 %
TOTAL		10 572	223,35%

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée en mois : **12**

Réf.	ACTIF	Exercice N			Exercice N - 1 Net
		Brut	Amort/Prov	Net	
	ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement				
AY	Charges à répartir				
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et développement				
AF	Brevets, licences, logiciels	621 384 624	322 580 818	298 803 806	313 879 994
AG	Fonds commercial	89 000 000		89 000 000	89 000 000
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains	516 092 012		516 092 012	516 092 012
AK	Bâtiments	6 002 191 610	4 606 055 372	1 396 136 238	1 556 827 833
AL	Installation et agencements	2 847 777 157	1 461 064 520	1 386 712 637	1 409 457 886
AM	Matériel	39 965 031 052	29 609 986 986	10 355 044 066	10 940 397 852
AN	Matériel de transport	1 894 347 101	1 283 297 601	611 049 500	613 347 341
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations				
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation	10 571 964 570	3 000 000	10 568 964 570	5 335 843 158
AS	Autres immobilisations financières	8 732 349 406		8 732 349 406	5 739 804 186
AW	(1) dont H.A.O. : Brut _____ / _____ Net _____ / _____				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	71 240 137 532	37 285 985 297	33 954 152 235	26 514 650 262

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée en mois : **12**

Réf.	ACTIF	Exercice N			Exercice N - 1
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
AZ	Report total Actif immobilisé	71 240 137 532	37 285 985 297	33 954 152 235	26 514 650 262
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H. A. O.				
BB	Stocks				
BC	Marchandises	26 595 661		26 595 661	208 944 666
BD	Matières premières et autres Approvisionnements	8 375 128 713	667 031 013	7 708 097 700	9 744 595 107
BE	En-cours	2 769 982 795		2 769 982 795	1 667 235 380
BF	Produits fabriqués	2 242 487 728	22 349 098	2 220 138 630	2 243 609 867
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	6 534 815 650		6 534 815 650	7 469 595 060
BI	Clients	16 304 072 198	6 100 883 210	10 203 188 988	11 031 181 420
BJ	Autres créances	12 027 297 832	2 210 452 512	9 816 845 320	12 276 117 393
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	48 280 380 577	9 000 715 833	39 279 664 744	44 641 278 893
	TRESORERIE ACTIF				
BQ	Titres de placement	552 223 131		552 223 131	3 465 820 275
BR	Valeurs à encaisser	334 214 112		334 214 112	1 994 013 789
BS	Banques, chèques postaux, caisse	3 230 469 110		3 230 469 110	1 903 329 056
BT	TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	4 116 906 353		4 116 906 353	7 363 163 120
BU	Ecart de conversion - Actif (IV) (perte probable de change)				
BZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	123 637 424 462	46 286 701 130	77 350 723 332	78 519 092 275

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée en mois : **12**

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA Capital		8 053 000 000	8 053 000 000
CB Actionnaires capital non appelé			
CC Primes et réserves			
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion		808 326 636	808 326 636
CE Ecart de réévaluation			
CF Réserves indisponibles		1 789 462 975	1 797 084 639
CG Réserves libres			
CH Report à nouveau	+ ou -	- 6 094 633 451	- 13 041 561 315
CI Résultat net de l'exercice	(bénéfice + ou perte -)	21 266 811 133	6 946 927 864
CK Autres capitaux propres			
CL Subventions d'investissement			
CM Provision réglementées et fonds assimilés			
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		25 822 967 293	4 563 777 824
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA Emprunts			
DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		81 950 050	123 878 896
DC Dettes financières diverses			14 431 054 000
DD Provisions financières pour risques et charges		2 981 258 164	3 873 754 896
DE (1) dont H. A. O. : _____ / _____			
DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II)		3 063 208 214	18 428 687 792
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I +II)		28 886 175 507	22 992 465 616

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée en mois : **12**

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
DG	Report total ressources stables	28 886 175 507	22 992 465 616
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H. A. O.		
DI	Clients, avances reçues	2 214 188 966	5 580 837 342
DJ	Fournisseurs d'exploitation	18 145 117 310	23 738 753 885
DK	Dettes fiscales	2 578 185 227	1 346 588 760
DL	Dettes sociales	1 993 991 093	1 730 871 133
DM	Autres dettes	960 489 614	796 515 593
DN	Risques provisionnés		
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	25 891 972 210	33 193 566 713
	TRESORERIE PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte		
DR	Banques, crédits de trésorerie	19 750 000 000	21 500 000 000
DS	Banques, découverts	2 822 575 615	833 059 946
DT	TOTAL TRESORERIE - PASSIF (IV)	22 572 575 615	22 333 059 946
DV	Ecarts de conversion - Passif (V) (gain probable de change)		
DZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	77 350 723 332	78 519 092 275

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée en mois : **12**

Réf.	CHARGES (1re partie)	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	611 224 077	1 608 350 668
RB	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur marchandises voir TB)	182 349 005	462 107 747
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	70 299 674 044	61 018 604 034
RD	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur matières voir TG)	2 245 515 271	- 2 939 827 153
RE	Autres achats	4 831 316 987	6 006 527 856
RH	- Variation de stocks (- ou +)	61 918 007	159 519 174
RI	Transport	3 449 462 509	3 061 036 768
RJ	Services extérieurs	5 966 222 334	4 993 701 345
RK	Impôts et taxes	1 037 458 471	1 540 394 693
RL	Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	2 114 403 527	3 951 251 283
RP	Charges de personnel (1) (1) dont personnel extérieur 964 602 801 1 034 397 296	14 104 799 343	10 878 868 989
RQ	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	3 331 789 331	3 970 177 292
RW	Total des charges d'exploitation	108 236 132 906	94 710 712 696
	(Résultat d'exploitation voir TX)		

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée en mois : **12**

Réf.	PRODUITS (1re partie)	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
TA	Ventes de marchandises	1 450 360 819	2 171 190 875
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	656 787 737	100 732 460
TC	Ventes de produits fabriqués	116 205 052 243	95 219 290 547
TD	Travaux, services vendus	1 880 506 781	1 263 874 340
TE	Production stockée (ou déstockage) (+ ou -)	686 916 721	788 038 341
TF	Production immobilisée		22 443 703
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	46 227 286 430	39 214 870 050
TH	Produits accessoires	827 218 642	187 182 788
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA + TC + TD + TH)	120 363 138 485	98 841 538 550
TJ	(1) dont à l'exportation	34 673 107 542	27 022 497 359
TK	Subventions d'exploitation		
TL	Autres produits	1 757 691 159	1 444 110 117
TN	VALEUR AJOUTEE	32 008 202 133	21 234 464 296
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	17 903 402 790	10 355 595 307
TS	Reprises de provisions	1 557 549 912	3 722 992 892
TT	Transferts de charges		
TW	Total des produits d'exploitation	124 365 296 277	104 819 123 603
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION Bénéfice (+) ; Perte (-)	16 129 163 371	10 108 410 907

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée en mois : **12**

Réf.	CHARGES (2e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
RW	<i>Report Total des charges d'exploitation</i>	108 236 132 906	94 710 712 696
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais financiers	2 003 668 657	3 596 997 074
SC	Pertes de change	119 354 490	29 420 839
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		132 013 500
SF	Total des charges financières	2 123 023 147	3 758 431 413
	<i>(Résultat financier voir UG)</i>		
SH	Total des charges des activités ordinaires	110 359 156 053	98 469 144 109
	<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRE (H. A. O.)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	30 387 539	19 828 723
SL	Charges H. A. O.		
SM	Dotations H. A. O.		
SO	Total des charges H. A. O.	30 387 539	19 828 723
	<i>(Résultat H. A. O. voir UP)</i>		
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat	1 081 983 613	15 000 000
SS	Total participation et impôts	1 081 983 613	15 000 000
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	111 471 527 205	98 503 972 832
	<i>(Résultat net voir UZ)</i>		

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée en mois : **12**

Réf.	PRODUITS (2e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
TW	Report total des produits d'exploitation	124 365 296 277	104 819 123 603
	ACTIVITE FINANCIERE		
UA	Revenus financiers	996 622 890	549 081 541
UC	Gains de change	36 486 544	51 464 238
UD	Reprises de provisions	7 316 860 927	
UE	Transferts de charges		
UF	Total des produits financiers	8 349 970 361	600 545 779
UG	RESULTAT FINANCIER	6 226 947 214 - 3 157 885 634	
UH	Total des produits des activités ordinaires	132 715 266 638	105 419 669 382
UI	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1) (+ ou -)	22 356 110 585 6 950 525 273	
UJ	(1) dont impôt correspondant 1 081 983 613 15 000 000		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H. A. O.)		
UK	Produits de cession d'immobilisations	15 450 036	31 231 314
UL	Produits H. A. O.	7 621 664	
UM	Reprises H. A. O.		
UN	Transferts de charges		
UO	Total des produits H. A. O.	23 071 700	31 231 314
UP	RESULTAT H. A. O. (+ ou -)	- 7 315 839 11 402 591	
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	132 738 338 338	105 450 900 696
UZ	RESULTAT NET Bénéfice (+) ; Perte (-)	21 266 811 133 6 946 927 864	

■ TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

TAFIRE SYSTEME
PAGE 1/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée en mois : **12**

1re PARTIE : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE N

■ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissable restantes } à l'exclusion des cessions
- + Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

		E.B.E.	
(SA) Frais financiers	2 003 668 657	(TT) Transferts des charges d'exploitation	17 903 402 790
(SC) Pertes de Charges	119 354 490	(UA) Revenus financiers	996 622 890
(SL) Charges H.A.O.		(UE) Transfert de charges financières	
(SQ) Participation		(UC) Gains de change	36 486 544
(SR) Impôts sur le résultat	1 081 983 613	(UL) Produits H.A.O.	7 621 664
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	
Total(I)	3 205 006 760	Total(II)	18 944 133 888

CAFG : Total (II) - Total(I) = **15 739 127 128**

(N - 1) : **7 314 723 173**

■ AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distribution de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 15 739 127 128 - = **15 739 127 128**

(N - 1) :

■ VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.E.F. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

Variation des stocks : N - (N - 1)	Emplois Augmentation (+)	Ressources Diminution (-)
(BC) Marchandises		OU 182 349 005
(BD) Matières premières		OU 2 036 497 407
(BE) En-cours	1 102 747 415	OU
(BF) Produits fabriqués		OU 23 471 237
(A) Variation globale nette des stocks		OU 1 139 570 234

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes

(2) A l'exclusion des éléments du HAO

■ TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

TAFIRE SYSTEME
PAGE 2/4

(Suite)

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée en mois : **12**

Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois Augmentation (+)	Ressources Diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	OU	934 779 410
(BI) Clients	OU	827 992 432
(BJ) Autres créances	OU	2 459 272 073
(BU) Ecart de conversion - Actif (1)	OU	
(B) Variation globale nette des créances	OU	4 222 043 915

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois diminution (-)	Ressources Augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues	3 366 648 376	OU
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	5 593 636 575	OU
(DK) Dettes fiscales		1 231 596 467
(DL) Dettes sociales		263 119 960
(DM) Autres dettes		163 974 021
(DN) Risques provisionnés		OU
(DV) Ecart de conversion - Passif (1)		OU
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	7 301 594 503	OU

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	1 939 980 354	OU
--	----------------------	----

■ EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	N	N - 1
Excédent brut d'exploitation	17 903 402 790	
- Variation du B.F.E. (- si emplois; + si ressources) (-ou+)	- 1 939 980 354	
- Production immobilisée		
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	15 963 422 436	

(1) En cours d'adoption

■ TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

TAFIRE SYSTEME NORMAL
PAGE 3/4

2e PARTIE : TABLEAU

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée en mois : **12**

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)			
	Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	2 850 000		
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	1 908 109 031	15 450 036	
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	908 805 705		
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	2 804 314 700		
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E)	1 939 980 354		
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	4 744 295 054		
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)			
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS⁽¹⁾	14 472 982 846		
	Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
	(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	19 217 277 900		

■ TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

TAFIRE SYSTEME NORMAL
PAGE 4/4

(suite)

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER COTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

N° d'identification fiscale : **6900765R**

Exercice clos le : **31/12/2007**

Durée en mois : **12**

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	V. FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)		15 739 127 128	
	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux			
FN	Subventions d'investissement			
FP	Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)	7 621 664		
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts ⁽²⁾			
FR	Autres dettes financières ⁽²⁾			
	(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		15 731 505 464	
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	3 485 772 436 ou		
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
	Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice + ou -	- 18 455 669 262		
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	- 14 969 896 826		
FW	Variation de trésorerie:			
	(+ si Emplois ; - si Ressources)	- 3 485 772 436	ou 3 485 772 436	
	Contrôle : D = VIII avec signe opposé			

Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences " bilantielles "

CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)	Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.D.R) : FdR(N) - FdR(N - 1)	1 545 792 082 ou	
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG(N) - BFG(N - 1)	1 939 980 354 ou	
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N - 1)		ou 3 485 772 436
TOTAL	3 485 772 436	3 485 772 436

Handwriting practice lines consisting of multiple horizontal dotted lines across the page.

